

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-pandemie-accelere-les-tendances>

La pandémie accélère les tendances

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : mercredi 1er juillet 2020

Description :

La pandémie accélère les tendances. Aux États-Unis, la protestation des citoyens élargit le fossé entre les dirigeants du pouvoir et dessine un scénario de guerre civile froide à l'horizon. Avec dix millions de cas confirmés et un demi-million de décès connus, les chiffres définitifs (...) Rafael Poch de Feliu

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Aux États-Unis, la protestation des citoyens élargit le fossé entre les dirigeants du pouvoir et dessine un scénario de guerre civile froide à l'horizon.

Avec dix millions de cas confirmés et un demi-million de décès connus, les chiffres de fin juin (rappelons qu'ils étaient respectivement de 300 000 et 11 000 en mars) confirment l'expansion générale de la « pandémie » en tant que menace mondiale. Les conséquences de la « pandémie » sur les pouvoirs en place et leurs relations n'ont pas modifié les tendances générales qui l'ont précédée. Elle n'a fait que les aggraver et les accélérer.

Ces tendances - dont le contexte est la crise du système économique mondial appelé capitalisme et une démondialisation accidentelle de l'économie, avec une certaine renationalisation des relations entre les pays - sont les suivantes :

- Radicalisation de la lutte interne aux États-Unis, qui n'est plus seulement un fossé entre les secteurs de l'establishment mais inclut une protestation sociale.
- Augmentation de la rivalité et de la concurrence entre les États-Unis et la Chine.
- Une Chine en plein essor.
- Affaiblissement de l'Union Européenne et des institutions multilatérales.
- Maturation des contradictions du régime russe.

La situation actuelle nécessite que nous nous concentrons sur la première.

Il n'y aura plus d'argent en juillet

En mars, les États-Unis ont approuvé, avec le soutien des Démocrates et des Républicains, la plus grande opération de sauvetage de l'histoire : 2 billions de dollars. Le fameux « *Cares Act* ». C'est une gigantesque douche d'argent public pour les grandes entreprises et leurs actionnaires. Cet argent leur permet de gérer la situation à leur convenance. Il n'y a pas de conditions, ni d'objectif de reconversion : par exemple, les compagnies aériennes - avec parmi elle le pilier du complexe militaro-industriel Boeing - reçoivent 46 milliards. Les familles et les secteurs populaires ne reçoivent que ce que la Députée Alexandria Ocasio-Cortez qualifie de « miettes ».

D'ici juillet, l'argent que cet honteux « encore plus de la même chose pour ceux qui en ont le plus » destine à l'aide sociale (2,2 milliards), aura déjà été dépensé en grande partie. Cela signifie que des millions d'Américains seront confrontés à de graves difficultés. Le mois de juillet sera donc un mois crucial aux États-Unis. Ces difficultés s'accompagnent de preuves que la nation la plus puissante du monde a été victime de l'une des administrations les plus négligentes de la « pandémie ». L'indifférence idiote et éhontée de son président à l'égard de la santé de la population a exposé l'ensemble du système de manière grossière. Comme cela s'est produit tant de fois dans l'histoire, la « pandémie » a répandu le mécontentement, illustré par le mouvement des citoyens contre les assassinats de Noirs par la police et le mouvement Black Lives Matter.

Race sans économie ni empire, égale à zéro

La vague de protestations apporte de nouvelles nuances à la lutte institutionnelle qui oppose depuis des années le Trumpisme à des secteurs de l'establishment qui n'apprécient pas les preuves fournies par Trump de la pourriture du système défendu par Républicains et Démocrates. Les protestations pourront-elles aller au fond des choses ?

Depuis leurs origines en tant que nation, l'impérialisme et le racisme sont deux chefs de file du même ordre politique aux États-Unis. Comme le rappelle Behrooz Ghamari Tabrizi, historien à l'Université de l'Illinois, les pères fondateurs du libéralisme, britannique et américain, ne comprenaient pas la démocratie et le colonialisme en termes mutuellement exclusifs mais comme des aspects d'un même projet civilisateur. « Les mêmes généraux qui ont mené la conquête américaine des Philippines en 1898-1902 ont mené les guerres d'anéantissement contre les Indiens d'Amérique dans leur pays ».

Tant que la machine de guerre américaine fonctionnera à plein régime, laissant destruction, dévastation et mort partout dans le monde, les Noirs américains ne seront pas traités comme des citoyens égaux chez eux. Ainsi, si la protestation des citoyens américains ne fait pas le lien entre le racisme et l'ordre économique représenté par le système de domination scandaleux des riches de ce pays et sa projection impériale criminelle dans le monde, Black Lives Matter n'aboutira à rien. Ce ne sera qu'une de ces « révolutions colorées » communautaires bien divisées dont le nom même évoque, selon les termes de l'ancienne Présidente des Black Panthers Elaine Brown, une « revendication de plantation » : simplement, ne nous tuez pas, s'il vous plaît.

Quoi qu'il en soit, le fait d'avoir des millions de personnes indignées dans les rues est une chose inquiétante. Avec sa maladresse et sa brutalité habituelles, le Trumpisme a menacé de faire entrer dans l'arène domestique ce qui est la norme dans la guerre extérieure actuelle de l'Empire : tirer sur la population civile, utiliser l'armée contre elle. Le Secrétaire à la Défense Mark Esper a assuré à Trump que le Pentagone « domine le champ de bataille », mais le système a d'autres recettes pour intégrer la protestation et la rendre respectable.

Les oligarques du Parti Démocrate se mettent à genoux. Non seulement le lâche Obama mais aussi George W. Bush lui-même, directement responsable des centaines de milliers de morts en Irak, exprime son « empathie » avec la protestation. Les grandes entreprises comme Twitter, Adidas, Amazon, Target, General Motors, Coca Cola, WalMart, YouTube, Netflix, Nike, IBM, Google, Microsoft, MasterCard, McDonal's, Starbucks, Warner Brothers, Procter & Gamble, la National Football League et d'autres, y compris des banques comme Goldman Sachs, JPMorgan, Chase, Capital One, expriment leur respect. En solidarité avec la répudiation du meurtre de George Floyd, HBO retire « Autant en emporte le vent » de son catalogue. Toutes ces institutions qui maintiennent et perpétuent la règle du racisme et de l'impérialisme travaillent dur pour coopter le mouvement avec l'hypocrisie habituelle. Si la protestation contre le racisme devait établir les connexions logiques que la situation exige, en ciblant la CIA, les crimes à l'étranger, le Pentagone, la Réserve Fédérale ou la machine de propagande hollywoodienne, ce serait une toute autre histoire. Mais même si rien de tout cela ne se produit, la situation reste significative.

Le combat des élites s'intensifie

Ce à quoi nous assistons aux États-Unis est une crise au sein de la coalition conservatrice et ploutocratique qui a dominé le pays pendant quarante ans. La brèche que Trump a ouverte dans l'establishment s'est creusée avec les turbulences de la « pandémie » et les différences de style pour répondre aux protestations des citoyens contre la violence à l'égard des Noirs. La division du pays est devenue plus évidente. Les attaques contre les monuments, le monument du Président Lincoln, les généraux sudistes, etc. illustrent, selon les mots du journaliste Carl Bernstein, un climat de guerre civile froide.

L'hypothèse selon laquelle la guerre étrangère revient au pays n'est pas un non-sens. « Maintenant que nous voyons clairement que les Antifas (cette scène de protestation traditionnellement infiltrée par des provocateurs) sont des terroristes, nous pouvons les traquer comme nous le faisons au Moyen-Orient », a déclaré Matt Gaetz, un membre du Congrès de Floride. « Si une ville ou un État refuse de prendre des mesures pour défendre la vie et les biens de

ses habitants, je déploierai l'armée et résoudrai rapidement le problème », a menacé Trump début juin. Clairement inconstitutionnel, son message a été remis en question même par de hauts responsables militaires. Il est temps de se rappeler que, contrairement à la croyance populaire, les guerres civiles sont principalement le résultat de la division des élites dirigeantes.

Les élections présidentielles de novembre offrent une bonne occasion de mettre un terme au conflit entre les élites. Au vu de la situation dans les rues et des prévisions de « pandémie » pour l'automne, les élections peuvent être organisées - ou non - dans des conditions similaires à celles d'un état de siège et avec une division très marquée entre les états bleu (républicain) et rouge (démocrate). Comment les dirigeants et les citoyens des États républicains vont-ils réagir si, par exemple, Biden remporte le scrutin de novembre avec une marge très mince et que Trump affirme que son élection a été volée ? La question est sur les lèvres de pas mal d'observateurs ces jours-ci qui rappellent dans ce contexte que parmi les partisans de Trump, il y a de nombreux militants armés qui sont descendus dans la rue en avril avec des drapeaux confédérés pour protester contre les mesures de confinement dues à la « pandémie »... Le Président peut mobiliser dans son soutien toute une armée de militaires, de miliciens et de citoyens ultra-armés pour rester au pouvoir.

Ce qui se passe aux États-Unis a une force exemplaire énorme dans le reste du monde. Les vagues de l'affaire George Floyd ont atteint l'Europe, l'Australie, le Kenya et l'Argentine. Comme la France en Europe, les États-Unis sont un pays dont l'exemple inspire le monde entier, et en tout cas, indépendamment de ce qui résulte de la protestation citoyenne actuelle, nous pouvons constater que la division interne des États-Unis avance de manière dynamique. Et cela ne signifie qu'une chose : que la tendance à la faiblesse de la première puissance mondiale s'accélère.

Rafael Poch de Feliu* pour son [Blog](#)

Rafael Poch de Feliu-><https://rafaelpoch.com/2020/06/29/la-pandemia-acelera-las-tendencias>].
Catalunya, 29 juin 2020

Traduit par [Réseau International](#)

* **Rafael Poch-de-Feliu** a été durant plus de vingt ans correspondant de « *La Vanguardia* » à Moscou à Pékin et à Paris. Avant il a étudié l'Histoire contemporaine à Barcelone et à Berlin-Ouest, il a été correspondant en Espagne du « *Die Tageszeitung* », rédacteur de l'agence allemande de presse « *DPA* » à Hambourg et correspondant itinérant en Europe de l'Est (1983 à 1987). [Blog personnel](#). Auteur de : « La Gran Transición. Rusia 1985-2002 » ; « [La quinta Alemania](#). Un modelo hacia el fracaso europeo » y de « [Entender la Rusia de Putin](#). De la humillación al restablecimiento ».